

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°287 DU LUNDI 31 JUILLET 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

COUP D'ETAT AU NIGER

« La CEDEAO doit redéfinir ses mécanismes de prévention et de sanctions »

P.3

(analyste géopolitique) **Aly Souleymane Camara**



Édito à vue d'Aigle

Quand la CEDEAO montre les griffes !

La CEDEAO a tenu le dimanche 31 juillet, à Abuja (Nigeria), un sommet extraordinaire sur la situation qui prévaut au Niger, suite au coup d'Etat perpétré contre Mohamed Bazoum, le président démocratiquement élu. Un sommet au cours duquel les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest ne se sont pas fait prier pour prendre des sanctions sévères contre les putschistes de Niamey... P.2

DIXINN CENTRE 1

P.4



Conférence de Cotonou du 15 au 19 Janvier 1957 Création de l'UGTAN mouvement d'unité Syndicale Africaine pour la lutte d'indépendance. Debout KEITA Koumandian Assis Ahmed Sekou TOURE, Bangaly CAMARA Camille BANGOURA, et David SOUMAH

Le cri de détresse des héritiers de Camille Bangoura

COUP D'ETAT AU NIGER, 2ÈME SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

P.2



Ce qu'en pense Dr. Ben Youssouf Keita

ACQUIS DU RÉGIME DE SÉKOU TOURÉ

P.9



Mohamed Arphan Kaba du PDG-RDA s'intéresse à l'affaire Air Guinée

GOVERNEMENT DE TRANSITION

P.3

Abdou Sacko du FFSG donne son avis sur l'évaluation des ministres

BASKET-BALL

P.7

Le colonel Mamadi Doumbouya reçoit les champions d'Afrique U16 au palais Mohammed V

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Un avocat enfonce Tiégboro, Marcel et Dadis

P.8



Édito à vue d'aigle



Quand la CEDEAO montre les griffes !

La CEDEAO a tenu le dimanche 31 juillet, à Abuja (Nigeria), un sommet extraordinaire sur la situation qui prévaut au Niger, suite au coup d'Etat perpétré contre Mohamed Bazoum, le président démocratiquement élu. Un sommet au cours duquel les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest ne se sont pas fait prier pour prendre des sanctions sévères contre les putschistes de Niamey.

L'organisation sous-régionale indique que Mohamed Bazoum est le président légitime et élu reconnu par elle, ainsi que ses actes et ses représentants. Elle condamne le coup d'Etat, exige la libération et la restauration du chef d'Etat du Niger. Pour la CEDEAO, Mohamed BAZOUM est un otage ainsi que sa famille. Un ultimatum d'une semaine a été donné aux putschistes pour rétablir l'ordre constitutionnel. Bola Tinubu et ses pairs disent ne pas exclure l'usage de la force

s'il n'y pas de résultats dans une semaine. Les chefs d'état-major de la CEDEAO vont se réunir en urgence. Des actions immédiates et contraignantes ont été décidées pour amener le CNSP (Conseil national pour la sauvegarde de la patrie) à renoncer à son aventure et remettre tout bonnement le pouvoir au président démocratiquement élu qu'est Mohamed Bazoum. Il s'agit entre autres de la fermeture des frontières, de l'interdiction des vols en direction du Niger, des transactions commerciales avec le Niger, des transactions énergétiques ; du gel des avoirs bancaires ; de l'interdiction de voyages dans l'espace CEDEAO des militaires et de toute personne supportant le coup d'Etat du 26 juillet.

Le 9 juillet dernier, l'on s'en souvient, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a tenu son sommet ordinaire à Bissau. A cette occasion, Umaro Sissoco Embalo a passé le témoin au Nigérien Bola Tinubu à la tête de la présidence tournante de l'organisation sous-régionale. Dans son tout premier discours en tant que président en exercice de la CEDEAO, le successeur de Muhammad Buhari a sifflé la fin des putschs dans la région et envoyé un message clair aux autorités des trois pays en transition, à savoir le Mali, la Guinée et le Burkina Faso. Mais quelques jours seulement après ce discours menaçant de Bissau, alors que l'on s'y attendait le moins, c'est le président démocratiquement élu du Niger, Mohamed Bazoum, qui s'est fait renverser à son tour par des éléments de sa garde présidentielle. Sans surprise, ce coup d'Etat a été condamné aussi bien par les organisations sous-régionales et internationales (CEDEAO, Union africaine, ONU) que par de nombreux pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne, etc.). Beaucoup se demandent, non sans raison, si le Niger, un pays pauvre et enclavé, pourra se montrer aussi résilient face à ces sanctions décrétées par la CEDEAO.

Kéfina Diakité

COUP D'ETAT AU NIGER, 2^{ÈME} SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Ce qu'en pense Dr Ben Youssouf Keita

Après le Mali, la Guinée et le Burkina Faso, le Niger vient de connaître à son tour un coup d'Etat. Le président nigérien, Mohamed Bazoum, élu en 2020 pour son premier mandat, s'est vu renversé par le patron de sa garde présidentielle pour les raisons sécuritaires dit-on. Dans une interview accordée à notre rédaction, à son domicile de Lambanyi, le président de l'Alliance pour le Changement et le Progrès a d'abord condamné ce putsch avant d'inviter la CEDEAO à être sage dans sa prise de position face à la situation du Niger.



« En principe, ils (chefs d'Etat) doivent condamner et prendre des sanctions. Mais, les sanctions qu'ils prendront c'est pour faire souffrir les populations et non ceux qui ont pris le pouvoir. On a vu ce qui est arrivé au Mali quand ils ont pris des sanctions économiques, c'est le peuple qui a souffert. Moi, ce que je conseillerais à la CEDEAO, c'est d'être à l'écoute du peuple nigérien et éviter toute intervention militaire au Niger. Imaginez-vous que la CEDEAO décide d'envoyer une troupe alors que l'armée est derrière les putschistes, cela signifie que s'ils vont c'est une guerre parce que l'armée va se fondre au peuple. Donc, je leur demande d'être sage et de ne pas passer par la force », a suggéré Ben Youssouf Keita.

Au deuxième sommet Russie-Afrique, le colonel Mamadi Doumbouya s'est fait représenter à ce rendez-vous international contrairement à ses homologues du Mali et du Burkina Faso qui n'ont pas voulu se faire conter l'évènement. Pour certains, le président de la transition guinéenne n'a pas voulu se mettre à dos, la

France et la communauté internationale. De son côté, l'ancien député pense que l'absence du président du CNRD à Saint-Petersbourg est purement stratégique. « Déjà, la deuxième personnalité du pays qui est le président du CNT était là-bas en compagnie du Ministre des Affaires étrangères qui d'ailleurs le prix Nelson Mandela pour représenter la Guinée. Donc, nous pensons que ce n'est pas une obligation pour le chef d'Etat, le Colonel Mamadi Doumbouya d'aller si ses bases-arrière ne sont pas très bien rassurées. N'oubliez pas que nous sommes en transition, et un militaire pour se déplacer, il faut être sûr à l'arrière-garde. Je ne vais pas aller plus loin que ça mais je sais que nous étions représentés », a répondu l'ancien collaborateur de Cellou Dalein Diallo.

Samuel Demba. D





COUP D'ETAT AU NIGER

« La CEDEAO doit redéfinir ses mécanismes de prévention et de sanctions » (analyste géopolitique)

L'Afrique de l'Ouest est devenue le théâtre des coups d'Etat sur le continent. Ces trois dernières années, trois putschs ont été enregistrés au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et maintenant au Niger. Mais qu'est-ce qui explique ces renversements à répétition de régimes démocratiques ? Aly Souleymane Camara a bien voulu commenter ce sujet d'actualité.



L'Aigleinfos : *Que pensez-vous du renversement du président nigérien, Mohamed Bazoum par l'armée ?*

Aly Souleymane Camara : Il faut d'abord noter que la recrudescence des coups d'Etat dans l'espace ouest-africain commence à être vraiment inquiétante en ce sens que les putschistes ne

le font plus au crépuscule. Ils le font à l'aube au vu et au su de tout le monde. La raison qu'ils évoquent, on ne peut pas la nier totalement mais toujours est-il qu'aujourd'hui, le coup d'Etat commence à être banal et les valeurs de la démocratie comment à être foulées au sol.

L'Aigleinfos : *Les putschistes justifient ce*

coup d'Etat par la dégradation continue de la situation sécuritaire au Niger. Comment trouvez-vous ce motif avancé ?

Aly Souleymane Camara : La même raison évoquée au Mali expliquant le renversement du régime de Monsieur Ibrahim Boubacar Kéita est la même raison évoquée au Burkina Faso et la même évoquée en

Guinée par le fait que le président Alpha Condé n'était pas en mesure de gérer le pays de manière assez vertueuse. Donc aujourd'hui, au Niger, le groupe qui a renversé Monsieur Bazoum estime que le pays traverse des relations difficiles entre les populations et les menaces sécuritaires des terroristes. Est-ce que ces raisons sont suffisantes pour renverser un régime démocratique élu ? Cela met en évidence la fébrilité de nos institutions et l'indifférence de nos populations qui restent parfois coupables face à ce qui se passe dans nos pays.

L'Aigleinfos : *Ce coup d'Etat intervient au moment où la CEDEAO durcit le ton. Peut-on dire que cette institution sous-régionale a montré ses limites ?*

Aly Souleymane Camara : Avant ce coup d'Etat, la CEDEAO était en train de

jouer l'une de ses cartes dans les trois pays en transition parce que l'élection du président Tinubu Bola était perçue comme étant une opportunité parce qu'il était clair en disant qu'il va déployer des moyens diplomatiques mais que si cela échoue, il va passer par des moyens militaires. Dans cette situation très conflictuelle, il est aujourd'hui confronté au coup d'Etat intervenu au Niger. Donc la CEDEAO à travers cette crise là, elle doit redéfinir les mécanismes de prévention et de sanctions pour tout changement anticonstitutionnel.

L'Aigleinfos : *Merci à vous Monsieur Camara.*

Aly Souleymane Camara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Abdoul Sacko du FFSG donne son avis sur l'évaluation des ministres

Abdoul Sacko est le Coordinateur du Forum des Forces sociales de Guinée (FFSG), une plateforme de la société civile guinéenne. Il ne s'est pas empêché de donner son avis sur l'évaluation des ministres, sous l'égide du Premier ministre, Dr Baernard Goumou.

« Ils parlent d'évaluation pendant que la première a déjà été faite. Mais compte tenu du niveau catastrophique de celle-ci, il a été décidé de garder ça dans les tiroirs et il n'y a eu aucune conséquence en la matière. Au jour d'aujourd'hui, le CNRD, c'est un système de parrainage où chacun devient intouchable, tant que vous êtes sous la protection d'un parrain donné. Et l'évaluation sous-entend par là, l'appréciation des faiblesses, au besoin de prendre des mesures correctives qui peuvent aller jusqu'au limogeage ou à la nomination

des nouvelles personnes. Mais si déjà les gens qui sont évalués ont l'assurance que quel que soit le bas niveau de leur résultat ils ne peuvent en aucun cas être inquiétés parce qu'ils sont sous la protection des parrains, quelle est l'importance de cela, sinon que davantage distraire ? », « Il ne s'agit pas de faire de la routine ou des défilés à la primature, mais plutôt procéder à un dialogue véritable qui permettrait à l'ensemble des Guinéens d'apprécier l'évolution de la transition, mettre en place un véritable chronogramme qui nous

permet d'avoir la lisibilité des différentes étapes du retour à l'ordre constitutionnel dans le temps. C'est donc d'accepter de sortir de l'orgueil, des questions de personnes, des ambitions personnelles et des agendas cachés. Hormis ce cadre de dialogue qui permet d'évaluer objectivement et de façon responsable la transition en cours, toute autre forme d'évaluation n'est que distraction ou comédie » a martelé Abdoul Sacko, le Coordinateur du Forum des Forces sociales de Guinée (FFSG).

Mamadou Saidou



DIXINN CENTRE 1

Le cri de détresse des héritiers de Camille Bangoura

Bangoura Raoul Djbaro membre de la direction nationale du syndicat UGTG, président de la fédération Agricole FEAPG s'insurge que les autorités ne se préoccupent pas de la misère de la population guinéenne, le manque de respect à nos sages, s'indigne que l'Etat refuse d'exécuter l'arrêt N° 027 du 12 janvier 2016 de la cour d'appel de Conakry déjà homologué, demande à la CBG et la commune rurale de Kamsar de nous céder la gérance des biens de feu Camille Gbelia Bangoura qu'il occupe illégalement il y a 50 huit ans de cela, condamne l'agression perpétrée contre les populations locales de Dixinn port de bois KINSIWAF et celle opérée par la famille feu Sékou Manton Camara contre les familles feu Camille Bangoura et Ousmane Sylla tous à Dixinn centre I.

Cest avec un cœur plein d'angoisse que nous constatons amèrement que les autorités guinéennes ne se préoccupent pas du tout de la misère que souffre sa population, laquelle vit difficilement le quotidien, mais qu'on agresse au lieu de lui venir en aide. Or cette population très courageuse, débrouillarde qui galère n'est jamais descendue dans la rue ici en Guinée pour réclamer à l'Etat l'amélioration de ses conditions de vie comme cela se passe dans les autres pays. C'est pourquoi l'autorité en Guinée qui ne s'occupe que de son propre intérêt n'a aucun respect à l'égard de cette population locale mais aussi méprise nos sages partout. Si ceci arrivait à se prononcer en faveur d'une vérité. C'est le cas récent survenu contre le vieux sage de Dixinn ELHD ALSENY BANGOURA qui pourtant authentiquement autochtone de la zone de Dixinn défendait les victimes anciens occupants du port de KISSIWAF que ses pères avaient cédé depuis 1850. Le Guinéen une fois au pouvoir croit que tout lui est permis, n'accepte jamais le dialogue surtout avec la couche la plus pauvre. Cette pratique a été aussi cruelle de la venue au pouvoir en 2010 du président déchu, animé de vengeance qui avait commencé par le remblai de la plaine rizicole de Kobaya Kinifi malgré l'opposition des agriculteurs victimes de la localité. Aucun chef intelligent et sage n'aurait jamais osé agir de la sorte cependant, l'Etat est incapable de nourrir sa population, le marché est cher mais tout cela ne les préoccupe pas parce que personne ne leur réclame du pain. Je dénonce également avec angoisse le comportement de l'Etat guinéen à l'égard de la mémoire de feu Camille Bangoura, l'un de ses pères fondateurs qu'on refuse d'honorer, de respecter. Lequel après l'avoir violenté humilié, réduit à zéro à tort, au retour l'Etat assigné et battu en justice pour sa participation à l'agression en faveur de la victime il y a 8 ans refuse d'ordonner l'exécution de l'arrêt confirmatif N° 027 en date du 12 janvier 2016 rendue par la deuxième chambre civile et économique de la cour d'appel de Conakry et du jugement d'homologation n° 087 en date du 19 avril 2021 du protocole d'accord du règlement amiable intervenu entre les deux parties. Or ils ignorent que le 9 septembre 1981, feu le président Sékou Touré après avoir condamné les actes barbares inhumains opérés contre feu Camille à Kamsar avait ordonné les restitutions intégrales des biens débutée le 04/02/1982. C'est la transparence et la sincérité qui manquent à nos autorités depuis 2010 et ça



continue. Les mémoires des pionniers de l'indépendance originaire de la Basse Guinée, sont persona non grata, or la Basse Côte fut le porte-flambeau de cette lutte. Aucun camp militaire ne porte le nom d'un héros résistant de la Basse Côte. Cette attitude de l'Etat n'honore pas notre république, pourtant on nous parle d'une refondation. L'Etat guinéen est effectivement victime de ses propres cadres mafieux, jaloux, haineux et méchants qui entretiennent des sales bouillottes contre les cibles, violent les droits élémentaires du peuple méprisent la dignité, dépouillent les innocents. C'est ceux-là qui s'étaient attaqués violemment et successivement à feu Camille Bangoura, au nom, des instances du parti et gouvernement, spoliant tous ses biens à Kamsar, en 1964, 1988, 1999 et à Conakry en 1967 et récemment en 2022 cette fois par la noblesse de Hamana, disent-ils de la famille Sékou Maton Camara. L'Etat doit s'assumer, pour la réparation de sa faute volontairement commise contre feu Camille Bangoura pour régler son compte. Qui pourtant après l'avoir engendré lui avait loyalement servi sans interruption de 1958 à 1988. C'est pourquoi je pose cette question qu'avait-il donc fait de mal pour être victime. Il n'a jamais été pris dans un complot ni condamné pour fait de détournement du bien de l'Etat, il n'a jamais bénéficié d'un décret présidentiel lu à la radio pour un poste à auditer. Son épouse s'était mise au travail dans les plaines sous la pluie et sous le soleil pour cet investissement fait à Kamsar avant l'indépendance. Sincèrement, l'Etat guinéen doit d'abord demander pardon à la mémoire de ce grand homme d'Etat, homme de paix, le réhabiliter à titre posthume, rétablir ses honneurs. En réalité, l'Etat ne doit pas se compoter férocement contre un citoyen libre, que lui-

même est censé protéger ainsi que ses biens. Depuis toujours dans le monde, les petits conflits que l'on minimise, ont été les causes des choses irréparables. Personne ne doit se sentir fort et faire l'exagération car Dieu vient toujours en renfort au faible, ce fut le cas Goliath déragé par David. C'est pourquoi je m'adresse ici au Ministère de la Sécurité et de la Protection civile d'être vigilant et serein dans l'affaire Camille. Si j'ai bonne mémoire, c'est le 09 septembre 1981 que feu président Sékou Touré avait confié ce dossier, à travers son ministre d'alors Sékou Chérif avec ordonnance, sévère, la restitution intégrale, de tous les biens de feu Camille, arbitrairement spoliés surtout à Kamsar, et qui avait effectivement débuté le 04 février 1982 sur la partie boueuse que feu Camille avait fait le remblai en 1986 aujourd'hui occupé par le soi-disant Bureau communal de Kamsar. Et même après la mort subite du président Sékou Touré le 26 mars 1984, Monsieur le directeur de la Sécurité publique, d'alors avait le 13 novembre de la même année fait une intervention formelle adressée à son homologue monsieur le chef de la sûreté provinciale de Boké d'alors demandant de rétablir feu Camille Bangoura comme l'avait ordonné le président défunt Touré en sa faveur mais en vain. Je le répète, qu'aucun ancien dignitaire compagnon de la lutte d'indépendance ici en Guinée n'avait fait plus que Camille de Boké, arrière-petit-fils du roi martyr Satamoné Bangoura qui de 1796 à 1818 s'était opposé à l'implantation de l'administration anglaise le long de nos côtes. Il faut que la mémoire de feu Camille soit respectée et honorée comme tous ses camarades (voir sa biographie). Depuis l'intervention du président Sékou Touré, en 1981, suivie de la descente en force des hauts rangs de la police d'Etat

successivement à Boké et Kamsar, et la honte de défaite de ceux qui s'étaient servis des instances du parti pour régler des comptes personnels, nous étions devenus désormais maîtres de nos lieux, qui n'ont pas été respectés par les autorités d'alors de Kamsar qui l'ont violés en 1988 et 1999. C'est à la même manière, que dans les temps Dieu avait endurci le cœur de Pharaon, pour être avalé par la Mer Rouge. Je m'adresse donc à monsieur le directeur général de la CBG et la commune rurale de Kamsar, qu'il est temps d'honorer la mémoire de cet homme d'Etat qui avait participé à des négociations pour la bauxite de la région de Boké et le choix, du village de Kamsar, venait de lui, pour le port ainsi que d'être chef-lieu d'arrondissement d'alors. C'est lui le propriétaire légitime de ce grand domaine, sis entre la cité industrielle et le village de Kamsar depuis 1956, reçu des mains des vieux sages et chefs coutumiers de tout Bagataye, en récompense de ses efforts consentis pour l'émancipation, avec une appréciation à l'égard de son épouse dans l'accueil des dizaines et des centaines de militants sans se fatiguer. La mise immédiate du terrain en question en valeur, l'édification d'un petit château en maison de 16 chambres à coucher en dur qui fut agressé par vos rains en 1964 sans aucune raison. C'est sur la partie où se trouve l'actuel terrain de sport de la CBG qui doit désormais porter le nom historique stade Camille Bangoura Samagbelia syndicaliste africain, pionnier de l'indépendance. Puis organise un dialogue amiable pour discuter sur la gérance des biens illégalement occupés par la CBG et la commune rurale, l'Etat a été déjà battu en justice pour sa participation. A ce crime d'alors, perpétré au nom des instances du parti-Etat et du gouvernement, sans l'ordre donné par le premier responsable d'alors du PDG. Je me souviens qu'en 1968 mon père avait fait un saut à Boké, il venait d'île Kouffin où il était allé présenter les condoléances à la famille au décès de son frère utérin le 27 décembre 1968 à 23 heures. Il eut une rencontre avec Monsieur Sané Salifou à l'époque secrétaire fédéral du parti à Boké, en présence du chef chargé de l'OFAB, Monsieur N'diaye Ousmane. Lors de cet entretien, il avait été décidé la restitution du domaine de Camille, compensé de son Bâtiment égal à celui qui avait été déjà élevé auparavant. Malheureusement cela n'a jamais été concrétisé à cause de l'intransigeance des cadres mafieux qui avaient pris le pays en otage et son chef. Cette agression perpétrée contre l'intérêt de Camille n'avait aucun but sincère que

de salir le régime et créer une confrontation. Heureusement que Camille ne s'est pas révolté. Tant que ce système clanique des cadres mafieux tous disciples du Prince du mensonge et du mal, n'est pas éradiqué la Guinée n'ira nulle part. L'Etat guinéen ne doit pas avoir honte de demander pardon à la mémoire de feu Camille Bangoura. Il avait fait la fierté de la jeunesse guinéenne, en participation à Bamako en octobre 1946 à la création du mouvement RDA à l'âge de 18 ans et lutta jusqu'à la victoire finale du 02 Octobre 1958. On n'efface pas le nom d'un compagnon de l'indépendance comme feu Camille Bangoura. En décembre 1955, il avait conduit avec succès le directoire de campagne du RDA à travers tout le Bagataye, marchait à pieds et en pirogue de village en village, de Boké jusqu'à Koba. En ce moment précis, il pouvait faire une semaine sans se laver ni se peigner pour une cause juste de l'accession à la souveraineté nationale. Le tout premier président à l'époque en quête du pouvoir n'avait rien pour donner à Camille, ni à la population locale de la Basse Guinée qui prit une position nette en sa faveur, il ne faut pas être ingrat. Après l'indépendance, au partage de gâteau on oublia Camille de Boké personne dans le groupe n'a pensé à lui, mais il ne s'est pas révolté. Il y a un proverbe d'Afrique noire qui dit que la charité bien ordonnée commence par soi-même, mais en Basse Côte c'est le contraire, on préfère les étrangers qui finalement crachent sur eux. La zone de la Basse Guinée est aujourd'hui victime de sa propre générosité. Je pose cette question à l'Etat guinéen au sujet du défunt père Camille, qu'avait-il fait de mal pour être victime d'atrocité à grande échelle et au nom de l'instance qui lui-même avait engendrée. J'avais dans les temps saisi nos deux chefs religieux. A l'époque, le grand imam de la république disait qu'il ne pouvait plus intervenir pour quelqu'un, car depuis que le président déchu est monté au pouvoir aucune de ses interventions n'avait prospéré. Quant à l'archevêque de Conakry, aucune de mes correspondances répétées, n'a eu une suite. Pourtant feu Camille Bangoura après ses études fut affecté comme maître catéchiste à Katoko entre 1942 et 1944 avant d'aller à Boké admis à la gérance de la compagnie Keramidas. Et de se lancer dans le syndicat et dans la politique.

(Suite au prochain numero)

BIOGRAPHIE BANGOURA CAMILLE 1927 - 1997

Issu d'une famille de Chef de la Tribu Tetchéra, Ethnie BAGA Teminé l'un des groupements issu du peuple Bantou arrière-petit-fils du tout premier Roi de guerre du Smanthore Satamoné BANGOURA.

BANGOURA Camille Sama Gbélia est né le 18 Octobre 1927 dans l'île Kouffin Chef-lieu, de l'ancien Royaume Smanthore et de la province du Rio Capatchez, dans l'actuel. Sous-préfecture de Karnsar, Préfecture de Boké au Rio Nunez.

Fils de feu Antoine Gbélia et de Marie BANGOURA.

Recruté comme auditeur libre en 1936 par un missionnaire le Père Fey.

Camille est mis un (1) an après à l'internat de l'école de la mission Catholique de Boké, d'où il étudia jusqu'au niveau CEPE en 1941. Suite à la mort subite de son père il ne put continuer au plus haut niveau, ces études, mais reçu d'excellente formation en comptabilité. De 1942-1944 il enseigna, comme catéchiste à l'école de la mission catholique de KATACO. Admit au concours de recrutement de gérant de la Compagnie Keramidas (LeKoya), il exerça à Boké Ville de 1944-1957, puis commis expéditionnaire.

Exerçant dans cette compagnie Keramidas il a activement participé au titre de Leader au mouvement de la jeunesse Baga Union Basse Guinée, qui finit par faire bloc au Parti Démocratique de Guinée PDG. Il est internationalement connu lorsqu'en Octobre 1946 il participa à la toute première conférence panafricaine de Bamako Soudan Français actuel République du Mali.

Conférence qui donna naissance au Rassemblement Démocratique Africain RDA.

Camille, délégué de l'Union de la Basse Guinée et Benjamin de la délégation Guinéenne fut alors le plus jeune des 800 délégués africains présents à cette rencontre il avait 18 ans. Il est le premier politicien de la zone à oser prononcer le mot RDA, dans les régions côtières du Rio Pongo, du Rio Capatchez et du Rio

Nunez sans crainte.

A leur retour du congrès de Bamako, il est membre fondateur du Parti Démocratique de Guinée PDG, alors Section Guinéenne du RDA à Conakry le 14 Mai 1947. IL est élu membre de son tout premier Bureau Politique National BPN.

Le 16 Juin de la même année ils fondent la Sous-Section RDA de Boké, il assurera le poste de Secrétaire Général du Comité Directeur organisateur et grand rassembleur de ce mouvement, dans toute la côte Guinéenne jusqu'en haut Badiar.

En 1954 il est marié à sa cousine Oumou Bangoura, fille de feu Bobo Bangoura un ancien Tirailleur 1914-1918 / 1939-1945.

En 1955, il est l'un des membres Fondateurs influent du comité de Coordination du RDA, et avait participé à toutes les réunions de l'exécutif du dit mouvement. Il se fait distinguer par son courage pendant la campagne électorale pour les élections toutes confondues, qui avaient données la victoire écrasante au rassemblement démocratique Africain en 1956 et 1957 en AOF et en AEF. Au mois de décembre de la même année il conduit avec succès le directeur de campagne du RDA à travers tout le Bagataye.

Le 15 Janvier 1957 le syndicaliste Africain Camille Bangoura participa à Cotonou, Dahomey, actuel République de Benin à la création de l'union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire UGTAN. Un mouvement d'unité Syndicale Africain pour la lutte d'indépendance, la défense des droits des Travailleurs et légalité humaine pour tous. Membre du Comité Directeur.

Partout où c'était chaudement disputer à la parole, sur le sort de l'Afrique noire et l'Algérie colonisée L'UGTAN était présente. De 1947 à 1957, il est élu sur la liste ethnique conseiller de Boké à l'Assemblée Territoriale de la Guinée Française.

1956, il est élu sur la liste RDA conseiller municipale et cantonale de Boké puis Député après la proclamation de l'indépendance le 02 Octobre 1958, Membre élu du conseil de circonscription de Boké du 18 Mai 1 1958 , membre du Comité Central du PDG RDA jusqu'en fin

1961.

En 1962, il a été décidé création de la première promotion des contrôleurs régionaux de travail et lois sociales, Camille voyant qu'il a été trahi et le manque de l'esprit de partage de la part de ses compagnons de lutte, décida de se présenter après quatre (4) mois de stages, un concours fut organisé, à la proclamation des Résultats 15 Candidats sur 90 présentés de la République furent déclarés valablement admis 1 figurait Camille Bangoura N° 35 110 à la Fonction Publique1 selon l'arrêté du 15 Septembre 1962. Il exerça loyalement jusqu'à sa retraite à la CNSS de Kérouané en 1988. Il n'a jamais paru dans toute la Côte Guinéenne, particulièrement dans les régions, du Rio Pongo, du Rio Nunez et du Rio Capatchez, un grand chevalier de la lutte d'indépendance comme Camille.

Dans ces régions tous les chefs des cantons et les Colons le craignaient. Et plus tard, ces Compagnons de lutte, incorrecte, furent Jaloux de son prestige, son intégrité et son franc parlé direct d'alors, il n'échappera donc pas, à un complot politique de dénigrement et d'exclusion il est mis à l'écart, oublier puis livrer à la barbarie politique de violation des droits de propriété

Camille Bangoura fut un exemple de courage, de foi et de ténacité très patient, homme de paix. Malgré le non récompense de ces efforts consentis pour l'émancipation de 1946 à 1961 omis, il n'a jamais accepté contre l'honneur, le salaire de la trahison.

IL n'a jamais été interpellé, ni condamné toute sa vie durant, mais il est injustement victime d'arbitraire par une violence successivement opérée à Kamsar et Conakry entre 1964-1967 au nom du parti Etat répété en 1987-1999 dans le but de l'affaiblir politiquement, l'étouffé et effacer son nom de compagnon de l'indépendance. Il meurt dans une déception totale à Conakry le 05 Juillet 1997.

NIGER

La CEDEAO prend des décisions contre les putschistes

Lors de son sommet extraordinaire qui s'est tenu le dimanche 31 juillet à Abuja (Nigeria), la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest) a pris des sanctions sévères contre les putschistes du Niger qui ont renversé le 26 juillet dernier le président Mohamed Bazoum.

Nous vous proposons ci-dessous les grandes décisions prises par la CEDEAO contre les putschistes nigériens.

1-BAZOOM est le président légitime et élu reconnu par la CEDEAO. Seuls les actes de BAZOOM et ses représentants sont reconnus par la CEDEAO

2-La CEDEAO condamne le coup d'Etat dans les termes les plus forts

3-La CEDEAO exige la libération et la restauration du chef d'Etat du Niger

4-Rejet d'une aide éventuelle ou la démission de Mohamed BAZOOM

5-Pour la CEDEAO, Mohamed

BAZOOM est un otage ainsi que sa famille.

6-Ultimatum d'une semaine pour que l'ordre constitutionnel soit rétabli. Usage de la force possible s'il n'y pas de résultat dans une semaine, les chefs d'état-major de la CEDEAO vont se réunir en urgence.

7-Condammation des soutiens

8-Envoi d'un émissaire de la CEDEAO

9-Effets immédiats : fermeture des frontières, plus de vols en direction du Niger, plus de transactions commerciales avec le Niger

10-Plus de transaction énergétiques

11-Gels des avoirs bancaires

12-Suspension du Niger de la banque de développement de l'Afrique de l'ouest.

13-Interdiction de voyages dans la CEDEAO des militaires et de toute personne supportant ce coup d'Etat.

Mamadou Saïdou

SÉNÉGAL

L'horizon politique s'assombrit pour Ousmane Sonko

Le vendredi 28 juillet, en début d'après-midi, Ousmane Sonko, le jeune leader du Pastef, présenté par beaucoup comme le cauchemar du président sénégalais Macky Sall, a été interpellé par des éléments du GIGN, le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale.

Cette arrestation de Sonko n'aurait rien à voir avec l'exécution de la décision de justice après sa condamnation pour « corruption de la jeunesse ». Il s'agirait, selon des sources jointes par RFI, des conséquences d'une altercation entre ses gardes du corps et des éléments des renseignements généraux postés devant son domicile à la cité Keur Gorgui. Ousmane Sonko aurait lui-même joué un rôle en faisant « arracher » les téléphones des membres des renseignements généraux pour faire effacer des images prises sans son consentement. Ousmane Sonko a été interrogé par la gendarmerie nationale sur ordre du procureur. « De retour de la prière du vendredi, les agents des renseignements généraux postés devant mon domicile 24h sur 24 se sont mis à me filmer », a confié le bouillant et très populaire Ousmane Sonko. Condamné récemment à 2 ans de prison pour



corruption de la jeunesse, beaucoup d'observateurs se demandent s'il sera permis à ce jeune leader charismatique de se présenter à la prochaine élection présidentielle au pays de la Teranga. Le 3 juillet dernier, dans une adresse à la nation, le président sortant a annoncé qu'il ne sera pas candidat. Karim Wade, le fils de l'ancien président Abdoulaye Wade, et l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall ainsi que l'ancien Premier ministre Idrissa Seck seront

certainement candidats à la succession de Macky Sall. Après avoir renoncé à un troisième mandat sous la pression de la rue, Macky Sall va-t-il "se venger" du jeune loup aux dents longues qu'est Ousmane Sonko, en lui barrant la route de la présidentielle de 2024 ? C'est la question que moult observateurs se posent désormais, avec une pointe d'inquiétude.

Kèfina Diakité

VIH/SIDA

Deux enfants contaminés intentionnellement par leur marâtre à N'zérékoré

Aussi incroyable que cela puisse paraître, une femme séropositive et ATS de son état a volontairement contaminé deux enfants de sa coépouse, à N'zérékoré, selon nos confrères de Mediaguinee.

« Nous venons de recevoir ce dossier à travers le service de l'OPROGEM, et du commissariat central de N'zérékoré. Il s'agit d'une dame, un agent technique de santé qui a décidé délibérément de prélever son propre sang sachant bien qu'elle est porteuse du virus Sida et elle a décidé de l'injecter dans l'organisme de deux des enfants de son mari. Un enfant de 7 ans et un autre de 3 ans, qui sont les enfants de son coépouse. Le seul but était donc de nuire à leur avenir. Nous avons reçu le dossier qui est en examen », a confié le substitut du procureur.

Interrogée, la femme accusée de cet acte criminel, Hebo Kolié,

a reconnu les faits et a tenté de justifier son acte par le fait que son mari ne s'occuperait pas d'elle. « J'ai fait ça parce que mon mari ne s'occupait pas de moi. C'est pourquoi ce jour j'ai décidé de faire cet acte », a-t-elle déclaré. Une accusation balayée par le père de famille. « Je me suis toujours bien occupé d'elle. Je savais qu'elle était porteuse du virus Sida. Aujourd'hui nous avons effectué trop de dépenses parce qu'on ne connaissait pas la maladie dont souffraient les deux enfants. C'est elle-même qui a avoué que c'est elle qui donnait la maladie aux enfants à l'hôpital où sa prise en charge se fait. Je demande donc l'implication de l'Action sociale pour nous venir en aide et le gouvernement », a fait savoir le mari de l'accusée et père des deux pauvres enfants contaminés au VIH.

Mamadou Saïdou

« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien. »

CRISE AU NIGER

Les observations du consultant Souleymane Doumbouya

Dans une tribune intitulée "Attention CEDEAO (centrale syndicale de Chefs d'Etats) ne prête pas le flanc!" et publiée dans la presse, Souleymane Doumbouya, consultant, fait des observations sur la crise au Niger.

« Je ne suis pas pour les coups d'Etats. Car pour moi et beaucoup, le pire des gouvernements civils est mieux que le meilleur des gouvernements militaires. Mais, elle (CEDEAO) ne doit pas être un porte flingue pour permettre à l'impérialisme d'instaurer le chaos en Afrique de l'ouest. Partout le climat sécuritaire est très précaire. Entre l'injustice et le désordre, préférons l'injustice. Entre le chaos et la dictature, choisissons la dictature.

N'oublions pas que les USA ont Cuba sous son nez et plusieurs pays d'Amérique latine qui continuent à le défier. L'histoire du coup d'Etat de Raoul Cedras en Haïti <Øíÿ<Øùÿ contre le père Bertrand Aristide a été gérée par les hommes d'affaires américains, aucun coup de feu n'a été tiré et la solution militaire n'a pas été privilégiée. Cette option préférée après le cuisant échec de l'opération spéciale « RESTOR HOPE » qui est une jurisprudence en Droit International Public et qui a fait naître le fameux concept de : « Droit d'ingérence humanitaire ». Ceci, après l'abstention délictueuse des troupes françaises pour estomper le génocide rwandais un peu avant. Dans les deux cas extrêmes: somaliens et rwandais, c'est du « genre humain » en tant qu'espèce vivante qu'il fallait protéger exactement comme il est légion pour celles intégralement protégées dans le cadre du respect de l'environnement.

Aussi, il est très regrettable



de constater qu'avec autant de forces militaires impérialistes stationnées au Sahel et au Niger <Øóÿ<Øêÿ principalement, que ce soit du Niger devenu bizarrement nouveau sanctuaire des Groupes Terroristes Armés (GTA) appelés à tort Djihadistes par la presse occidentale, que viennent en permanence le danger pour mener des razzia et la désolation dans toute la zone des trois (03) frontières en proie au désarroi. Pourquoi cette ineptie de ces forces étrangères ? Que font-elles là bas ?

Est-ce la première fois qu'un régime démocratiquement élu soit renversé? Le General El Sisi a abattu combien d'égyptiens furent-ils des « Frères musulmans » pour asseoir son pouvoir? Même

saupoudré du vocable démocratiquement élu, ce dirigeant militaire est-il réellement démocrate aux yeux de son peuple ?

L'OTAN a lâchement assassiné Kadhafi pour une raison qu'elle seule connaît. À cette occasion, le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) malien en a profité pour s'installer et est considéré comme la petite bête qui a favorisé le bordel un peu partout dans le sahel en dehors de l'autre hydre, incarné par le tristement célèbre Boko Haram. Celui-ci continue d'ailleurs bon an mal an, à ronger le Nigeria avec une métastase qui s'étend sur le Cameroun, le Tchad... Nous savons que d'une petite revendication parti des Plateaux de Jos (Nigeria) menés des mains de maîtres

par des « leaders confessionnels fulany » il continue à signer des hécatombes de pauvres villageois désarmés.

Aussi, du témoignage même du Président déchu Bazoum, les GTA qui sévissent dans la zone des trois frontières, ont une caractéristique qui a beaucoup évolué. Si aux niveaux: politique et stratégique, on peut trouver des chefs de guerres Touaregs et Peuls à obédience salafiste, ceux de l'opérationnel et du tactique en Afrique de l'ouest sont littéralement dominés par des bandes de jeunes éleveurs peuls désœuvrés car victimes du changement climatique, la désertification qui freine l'élevage (une autre guerre contre laquelle peu de réponses ont été apportées). Ce qui implique que le terrorisme au-delà de ses complications, s'est réellement criminalisé (avec l'implication de la mafia internationale qui profite du chaos pour assurer le trafic de la drogue, la traite des hommes avec les réseaux très juteux des migrants clandestins...reste claire).

Indéniablement, à nos péchés et malheurs, s'ajoutent les farouches velléités d'une France qui a désormais, dos au mur. La fameuse relance des centrales nucléaires en cours en Europe pour compenser l'énorme déficit énergétique consécutif à la guerre russo-ukrainienne, est une solution qui sans contestation passe par le Niger comme principal fournisseur de la France. Une source

a b o n d a n t e d'approvisionnement en uranium pour l'Hexagone. Et, à la lecture des événements, cette junte de par le discours de son chef, semble proche des deux autres : malienne et burkinabé. Il en dénote une géopolitique peu favorable. Donc, toute guerre déclenchée contre le peuple souverain et martyr du Niger, la sera pour continuer à piller ses ressources qu'une quelconque volonté de soutien à la démocratie. Il n'échappe à personne que Bazoum lui-même n'ait jamais été l'émanation de la volonté générale de ses concitoyens et son triste sort, n'est rien d'autre que le valet ou vassal dompté par ses maîtres. C'est le clan Issoufouf dont le General Tiani constitue le bras armé pour pérenniser leurs sordides intérêts qui a repris de la main perfide pour mettre en cage le petit perroquet Bazoum, qui commençait à se croire aigle alors qu'il n'est même pas aiglon.

L'élite africaine doit prendre de la hauteur et de la mansuétude afin d'éviter de tomber dans le piège que même mal élu, on peut ou on doit continuer à conduire un peuple dont le mandat est tronqué et dévoyé. Pouvoir d'abord se défaire des fines subtilités de l'impérialisme qui peaufine sans cesse ses méthodes de domination mentale, doit rester un sacerdoce auquel nul ne doit s'en extraire.

Enfin, sous le manteau factice de dirigeants démocratiquement élus et continuer à collaborer éhontément avec le nouveau colon exactement comme dénoncé par nos hommes de culture qui ont éveillé les consciences en clouant au pilori ceux qui avaient été rangés sous le qualificatif de « COIIABOS DE LA COLONISATION » (qui était le fait ou action), le colonialisme comme le néo-colonialisme reste l'ensemble des doctrines ou l'idéologie permettant de justifier le forfait, par un narratif où la mission civilisatrice a été la vedette hier et aujourd'hui, où, il faut venir défendre la démocratie!

Peace in Niger ! Amen !

Vivement l'Afrique des libertés pour une vraie souveraineté avec des dirigeants jaloux de notre indépendance et œuvrant pour un vrai take-off (décollage) économique. », a écrit **Souleymane Doumbouya, consultant.**

UFDG

Pour Kalémodou Yansané, l'interdiction d'exporter certaines denrées est contre-productive

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 29 juillet, le vice-président en charge des questions économiques, Kalémodou Yansané, n'a pas mis de gant pour attaquer le communiqué du ministère du Commerce, en date du lundi 17 juillet 2023 pour interdire l'exportation d'un certain nombre de denrées pendant 6 mois, comme le riz ou encore

l'huile.

« Nous avons constaté que le gouvernement a fermé les frontières en ce qui concerne l'exportation de quelques produits agricoles. Nous, en tant que parti responsable nous dénonçons cette décision. Si vous fermez les frontières de la Guinée, que le « konkoe », le gombo de la Guinée ne vont pas au Sénégal, en Sierra Leone, au Mali, le Sénégal peut

fermer sa frontière parce que nous recevons le sel, la friperie du Sénégal. La Sierra Leone peut fermer ses frontières. À Forécariah, ce sont des camions de poudre de manioc qui viennent quotidiennement de la Sierra Leone. Le bassin que nous portons ici vient du Mali, l'attiéké vient de la Côte d'Ivoire, les margarines, l'oignon viennent de la Gambie. Si nous fermons nos frontières, les autres ferment leurs frontières, comment nous allons vivre ? Comment vous pouvez encourager la production locale ? Même le riz blanc que nous mangeons en

Guinée est importé, si ces pays ferment les frontières comment nous allons vivre », a indiqué le vice-président en charge des questions économiques de l'UFDG Kalémodou Yansané, lors de l'assemblée générale hebdomadaire qui s'est tenue le samedi 29 juillet. C'est à se demander maintenant si ces préoccupations, aussi légitimes soient-elles, seront prises en compte par les autorités de la transition. Attendons de voir.

Kéfina Diakité

Mamadou Saïdou

Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

BASKET-BALL

Le colonel Mamadi Doumbouya reçoit les champions d'Afrique U16 au palais Mohammed V

Le jeudi 27 juillet 2023, c'est avec tous les honneurs que les récents vainqueurs de la Coupe d'Afrique de Basket-ball U16 ont été reçus par le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, au palais Mohammed V.

« Suite à leur victoire historique à Tunis face à l'Égypte lors de la Coupe d'Afrique de Basket-ball U16, les jeunes joueurs guinéens ont été acclamés par une foule en liesse à leur retour à Conakry. Une impressionnante caravane a traversé la ville le mercredi 26 juillet 2023, depuis l'aéroport international Ahmed Sékou Touré jusqu'à l'hôtel Noom au Quartier Kouléwondy, en passant par différents lieux emblématiques où les champions d'Afrique ont été acclamés par les populations reconnaissantes et fières.

Le jeudi 27 juillet 2023, le Palais Mohammed V a été le théâtre d'une cérémonie émouvante en présence du Président Mamadi Doumbouya, qui a reçu les vainqueurs de la Coupe d'Afrique de Basketball. Le capitaine de l'équipe, Gassimou Savané, a remis le précieux trophée et le ballon de la finale au Président, exprimant ainsi la gratitude de toute l'équipe envers le Chef de l'État pour son soutien et son accueil chaleureux.

La Fédération guinéenne de Basketball, représentée par son président Sakoba Kéita, a



saisi l'occasion pour rendre un vibrant hommage aux joueurs et au staff technique pour leur courage et leur détermination. Il a souligné l'importance de la présence du Chef de l'État, qui témoigne de son engagement en faveur du développement du basketball en Guinée.

En reconnaissance de cet exploit historique et dans le but de favoriser le développement continu du sport, le Président de la Fédération a émis le

souhait de construire une salle dédiée au Basketball, offrant ainsi aux générations futures la possibilité de s'épanouir dans cette discipline sportive.

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Lansana Béa Diallo, a également tenu à saluer cette victoire qui repositionne la Guinée dans le paysage sportif mondial. Pour lui, l'équipe a démontré un patriotisme exemplaire et un engagement remarquable, des

valeurs chères au Président Doumbouya et essentielles au développement du pays.

Le Président Mamadi Doumbouya a, quant à lui, adressé ses félicitations aux joueurs, à l'encadrement technique, à la Fédération, au Ministère des Sports et aux parents d'élèves pour leur contribution à ce succès. Il a rappelé que devenir champion était déjà une prouesse, mais rester champion était encore

plus exigeant. C'est pourquoi il a encouragé les jeunes athlètes à rester soudés, persévérants et à toujours aspirer à l'excellence dans leur pratique sportive, car servir son pays est une fierté suprême.

Pour clôturer cette journée inoubliable, un match de gala a opposé l'équipe du gouvernement, menée par le Président Mamadi Doumbouya, aux nouveaux champions d'Afrique, suivi d'un banquet festif où les moments de joie et de camaraderie ont scellé ce chapitre glorieux de l'histoire sportive guinéenne.

Cette réception au Palais Mohammed V restera gravée dans la mémoire collective comme une journée de triomphe et d'unité nationale, renforçant le lien entre le sport et le développement du pays, sous le regard bienveillant du Président Doumbouya, un fervent défenseur du sport comme vecteur de valeurs et d'excellence. », a rapporté la DCI-PRG (Direction de la Communication et de l'Information de la Présidence de la République).

Mamadou Saïdou

COUP D'ÉTAT AU NIGER

La France suspend son aide au développement et son appui budgétaire

Alors que le coup d'État mené par le général Tchiani qui se présente comme le nouvel homme fort du pays a provoqué de vives protestations de la communauté internationale, la France a annoncé ce samedi suspendre son aide au développement et son appui budgétaire au Niger.

La France suspend « toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire » au Niger après le coup d'État militaire contre le président élu Mohamed Bazoum, a annoncé samedi le ministère français des Affaires étrangères. Paris « demande le retour sans délai à l'ordre constitutionnel nigérien, autour du président Bazoum, élu par les Nigériens », réaffirme le ministère dans un communiqué.

L'Agence française de développement (AFD) a engagé 97 millions d'euros en 2021 dans ce pays, parmi les plus pauvres du monde, selon les chiffres disponibles sur le site internet de l'AFD.

Le président français Emmanuel Macron, en déplacement en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a condamné vendredi « avec la plus grande fermeté le coup d'État militaire » au Niger, « dangereux » pour la région, et a appelé « à la libération » du président Bazoum.

Soutien « indéfectible » des États-Unis

De leur côté, les États-Unis apportent leur « indéfectible » soutien au président Mohamed Bazoum. Ce sont les mots utilisés hier par Anthony Blinken, le chef de la diplomatie américaine lors d'un entretien téléphonique avec le président nigérien. Le secrétaire d'État américain a

annoncé, dans la nuit de vendredi à ce samedi 29 juillet, sur Twitter, s'être entretenu avec Catherine Colonna, ministre française des Affaires étrangères. « Nous avons discuté de notre préoccupation commune face aux événements qui se déroulent au Niger et de la nécessité urgente de rétablir le président Bazoum en tant que dirigeant démocratiquement élu », écrit-il.

Un millier de soldats américains sont actuellement déployés dans le pays. La France en compte 1 500. Ces militaires français interviennent sous commandement nigérien pour lutter contre les groupes jihadistes.

La Cédéao a, de son côté,



convoqué un « sommet spécial » demain dimanche 30 juillet à Abuja. L'Union africaine a déjà, elle, lancé un ultimatum aux putschistes : le Conseil paix et sécurité de

l'organisation régionale donne 15 jours aux militaires pour rétablir « l'autorité constitutionnelle »

RFI

COUP D'ETAT CONTRE
MOHAMED BAZOUM

Cellou Dalein Diallo parle de recul de la démocratie au Niger

Cellou Dalein Diallo, le président de l'UFDG, fait partie des leaders politiques du continent à avoir fustigé le coup d'Etat perpétré le 26 juillet contre le président démocratiquement élu du Niger, Mohamed Bazoum. La condamnation est venue également des organisations sous-régionales et internationales (CEDEAO, Union africaine, ONU) et de nombreux pays, comme les États-Unis, la France ou encore la Grande-Bretagne.



Cest à travers les réseaux sociaux que le chef de file de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a déploré et condamné fermement le coup de force du général Abdourahmane Tchiani contre Mohamed Bazoum, président démocratiquement élu du Niger.

« Je déplore et condamne fermement le coup d'Etat survenu ce mercredi 26 juillet au Niger contre le Président démocratiquement élu Mohamed Bazoum.

Cette prise de pouvoir par la force, qui intervient après la première alternance démocratique qu'a connue le Niger depuis son indépendance, est un recul préoccupant de la démocratie et de l'Etat de droit dans ce pays mais aussi dans l'espace CEDEAO où on a enregistré 6 coups d'Etat militaires en moins de 3 ans », a écrit

l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, tout en souhaitant vivement que les négociations envisagées par la CEDEAO aboutissent à la restauration de l'ordre républicain et la réinstallation dans ses fonctions du président démocratiquement élu du Niger. Il y a lieu de se demander maintenant si le successeur de Mahamadou Issoufou parviendra à récupérer son fauteuil, grâce à une intervention des troupes sous la bannière de la CEDEAO. La France a suspendu son aide budgétaire au Niger. Au cours d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO qui s'est tenu le dimanche 30 juillet, à Abuja (Nigeria), les chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région n'ont pas exclu l'usage de la force pour réinstaller Mohamed Bazoum dans son fauteuil présidentiel.

Kéfina Diakité

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Un avocat enfonce Tiégboro, Marcel et Dadis

Huit parties civiles ont comparu du lundi 24 au mercredi 26 juillet, dans le procès des événements du 28 septembre 2009 devant le tribunal criminel délocalisé à la cour d'appel de Conakry. Ces victimes accusent Paul Mansa Guilavogui et Moussa Tiégboro Camara de coups et blessures et de séquestration qu'elles ont subis pendant et après ces événements.

A tour de rôle, c'est Mohamed Lamine Sall qui a ouvert le bal. Ce boulanger de profession aurait été victime de coups et blessures et séquestration au camp Koundara, actuel camp Makambo. A la barre, il déclare que ce malheur qui est arrivé après le carnage du stade du 28 septembre, quand il s'est rendu au camp militaire à la recherche de l'un de ses amis qu'il aurait perdu de vue suite à cet événement :

« Ils m'ont emmené dans une prison qui se trouve à l'intérieur du camp Koundara. On était nombreux dans cette pièce parce qu'il y avait beaucoup d'autres otages », a déclaré Mohamed Lamine Sall.

Cette détention a duré une semaine. « Quand il était 02 H-03H, chaque jour, on nous réveillait avec des coups de matraque. Mais celui qui nous a traités le plus, c'est Paul Mansa Guilavogui. Il nous traitait de rebelles. Que nous avons saboté le pouvoir de Dadis donc ils vont nous tuer. Paul Mansa a été très méchant envers nous. Parfois, il apportait de l'alcool pour verser sur nous », a-t-il accusé.

Mohamed Lamine Sall a réussi à sortir de cette détention grâce à un général de l'armée qu'il a appelé à l'aide du téléphone d'un de ses codétenus.

Après cette déposition, Mamadou Chérif Barry a donné sa version. Douze ans à l'époque des faits, ce couturier de profession, à l'époque militant des Forces Vives de Guinée, n'a pas mentionné le nom de celui qui lui aurait fait subir des préjudices. « J'ai vu des militaires au stade mais je n'ai pas pu les identifier », a-t-il déclaré.

« Quand les tirs ont commencé, j'étais paniqué. Un peu après, j'ai reçu une balle dans mon pied, des gens m'ont transporté à l'hôpital Donka où j'ai été hospitalisé pendant trois mois une semaine », poursuit-il.

Pour vous, qui est responsable de ce qui vous est arrivé,

demande un avocat de la partie civile.

« Je ne sais pas mais ce sont les militaires qui détenaient des armes ce jour-là », répond la victime.

Dites-nous, lequel de ces accusés qui sont dans le box, insiste cet avocat.

« Franchement je ne vais pas mentir sur quelqu'un. Mais comme c'est Dadis qui était le président à l'époque, c'est lui qui sait à qui il a donné l'ordre », a répondu Mamadou Chérif Barry.

Ibrahima Diallo, la troisième partie civile, s'est présenté à la barre avec les vêtements qu'il portait ce jour. Avec un journal du Lynx en main, cet autre couturier tente de convaincre le tribunal de sa présence au stade. « C'est moi qui suis sur la photo. Si le tribunal veut, je peux reporter ces mêmes habits », a-t-il demandé.

Si c'est vous sur la photo, combien de corps avez-vous vu, demande la partie civile.

« A peu près quarante-neuf corps », a-t-il répondu.

Me Thierno Souleymane Baldé est la quatrième et dernière partie civile de la journée du lundi. Dans son récit, cet avocat accuse le colonel Tiégboro de s'en prendre à lui et à ses collègues pour avoir observé une grève de faim pour protester contre les événements du 28 septembre, un mois après les massacres.

« Après le massacre survenu au stade du 28 septembre, j'ai organisé un mouvement pour protester contre ces tueries et en même temps, inviter les partis politiques à privilégier l'intérêt de la nation pour promouvoir le dialogue. Quand ce mouvement a été lancé, nous avons observé une grève de la faim. C'est à l'issue de cela que mes collègues et moi, nous avons été victimes des abus de l'armée. Moi, personnellement c'est le colonel Tiégboro à la tête d'un groupe de gendarmes qui est venu nous enlever, traîner dans la boue avant de nous

emmener au camp Alpha Yaya où il nous a mis dans un conteneur. Et, j'étais avec dix de mes éléments. »

Cette détention s'est déroulée de 19H au petit matin avant leur mise en liberté. Selon cet avocat, c'est sur instruction de Dadis qu'ils ont été relâchés au lendemain de leur arrestation.

« Le matin, c'est le ministre Diaby et le Professeur Koutoubou Sanoh qui sont venus nous demander de rentrer chez nous en nous disant que c'est le capitaine Dadis qui les a envoyés », a-t-il conclu.

Dans la journée du mardi, les parties civiles ont poursuivi leurs dépositions. Et là, plus elles se succèdent, plus les charges s'articulent davantage contre le colonel Moussa Tiégboro Camara. Après Me Thierno Souleymane Baldé et Mamadou Baïlo Sow, une autre victime, domiciliée à Wanindara à l'époque des faits, a chargé le gendarme. Il affirme que, le jour des événements qu'il a vu le colonel Moussa Tiégboro donner des instructions à ses hommes. Selon lui, c'est l'arrivée des pick-ups des bérets rouges qui a provoqué les massacres. « J'ai vu beaucoup de personnes tomber sous les balles. Moi, j'ai été atteint au niveau de ma côte droite », déclare la victime.

Mamadou Baïlo Sow soutient que le capitaine Moussa Dadis Camara s'est rendu à Donka au lendemain de ces événements pour une visite aux blessés. Quand le président du CNDD a voulu le saluer, il a refusé de lui serrer la main. « Il m'a dit du courage, puis il est reparti. Entre-temps, mon médecin m'a dit que ce que j'ai fait est malpoli. Il faut partir de là sinon la suite pourrait être fatale. C'est comme ça je suis parti dans le quartier pour suivre mon traitement », a-t-il dit.

Samuel Demba. D

ACQUIS DU RÉGIME DE SÉKOU TOURÉ

Mohamed Arphan Kaba du PDG-RDA s'intéresse à l'affaire Air Guinée

Les Guinéens ont vraiment besoin de connaître la vérité dans l'affaire Air Guinée, une compagnie qui a fait la fierté de tous les patriotes sous le régime de Sékou Touré. Mohamed Arphan Kaba, le responsable en charge des questions politiques et idéologiques du Parti PDG-RDA, a cru devoir s'intéresser à cette affaire pour éclairer la lanterne de tout le monde.



« À cette génération de Guinéens(es), qui, après trente-neuf ans, de désinformation systémique, de falsification du vaste programme de développement et de croissance engagé, par le Peuple, d'effacement mémoriel, et de dénigrement, aujourd'hui, le droit d'apprendre pour comprendre, en vue de pouvoir, entreprendre l'élan du décollage

sociopolitique, économique-culturel et techno-science de la République de Guinée bradé. Le 05 Octobre 1958, la République Révolutionnaire Populaire de Guinée d'alors, a engagé des relations diplomatiques axées, sur un partenariat sincère, et équitable d'échanges d'expériences techniques et de compétences pratiques avec tous les États indépendants. L'Union des

Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) d'alors, actuelle Fédération de Russie comme tant d'autres États ont bien voulu, échanger d'ambassade avec la République de Guinée. La Fédération de Russie apportera d'importantes et considérables logistiques, pour permettre à la République de Guinée d'outiller sa souveraineté de moyens adéquats. C'est pourquoi, elle allouera un prêt consistant, à la République de Guinée pour financer ses grands projets de développement et sans conditions aucunes, avec un amortissement progressif, dans un partenariat d'égal-à-égal. Des bateaux, du matériel militaire, des trains et des avions seront vendus à la République de Guinée à des prix modérés et référentiels. La République de Guinée sera dotée d'un puissant aéronef avec une compagnie aérienne civile et militaire « AIR GUINEE » première compagnie nationale et indépendante de la sous-région.

À SA FLOTTE COMPRENAIT :
1-) L'AVIATION CIVILE:
Un (1) Boeing 707 international
Un (1) Boeing 727

Un (1) Boeing 737
Trois (3) Îl 18
Trois (3) AN 18
Trois (3) AN 24
Deux (2) AN 12
Un (2) YAK 7
Un (2) YAK 40
Un (1) hélicoptère PUMA
Tous les pilotes, mécaniciens et personnels de bord étaient des guinéens(es). Avec quatre 04 pistes d'atterrissages à dimension internationale de 3000 m à : Conakry, Labé, Faranah, et Kankan.

2-) L'AVIATION MILITAIRE:
En matière d'acquisition de compétences militaires et de formation continue de par le monde, le président AHMED SÉKOU TOURÉ et son gouvernement ont doté notre armée de beaucoup de logistique également: l'Aviation disposait de 35 appareils de fabrication soviétique : 13 chasseurs, dont 10 MIG-17 ET 3 MIG-21; 10 Avions de transport militaire dont 4 ILYOUCHINE-14; 2 ILYOUCHINES-18 ET 4 ANTONOV-4; 12 AVIONS D'ENTRAÎNEMENT. 4 HÉLICOPTÈRES MILITAIRES. Rien de surprenant que ceux mêmes qui ont vendus ces avions à vil prix, détruit le développement

de la Guinée pour s'enrichir illicitement et de manière illégale, en bradant les biens de la Guinée et de son peuple, continuent à nier l'existence matérielle de ces valeurs de la République de Guinée. C'est pourquoi, nous estimons, que la justice aura tout notre soutien de faire la part des choses et de rétablir le Peuple dans ses droits souverainistes. Et nous l'affirmons, que le PDG-RDA ayant eu la responsabilité de « Servir pour Rendre Compte au Peuple » de Guinée, ne disparaîtra jamais car le parti reste toujours dans l'arène politique avec une classe politique rajeunie, et consciente des défis du temps. Contrairement aux partis qui sont morts, au vivant de leur leader politique, comme le RPG-arc-en-ciel.

Aux Peuples de Guinée, la lutte continue. DEBOUT et PRÊT pour le Développement ! », a fait savoir Mohamed Arphan Kaba, Responsable en Charge des questions Politiques et Idéologiques du Parti PDG-RDA. Reste à savoir maintenant si cette version est partagée par tout le monde.

Kèfina Diakité

MACKY SALL AU SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

« Chaque génération a son combat à mener... »

Le 2^{ème} sommet Russie-Afrique s'est tenu les 27 et 28 juillet 2023 à Saint-Pétersbourg, en Russie. À l'ouverture dudit sommet, le président du Sénégal, Macky Sall, a fait passer un message fort au président russe et à tous ses pairs du continent.

Le numéro un sénégalais, dans son intervention, a rappelé que les chefs d'Etat africains ne sont pas allés en Russie pour mendier ou tendre la main. Ce que beaucoup considèrent, à tort ou à raison, comme une réplique au discours fort remarqué du capitaine Ibrahim Traoré, le président de la transition au Pays des Hommes intègres (Burkina Faso).

« Je ne crois pas en l'aide

en réalité. Pour répondre au président du Faso, l'Afrique, les chefs d'Etat africains ne sont pas venus ici (Russie, ndlr) pour mendier tout comme nous n'allons pas ailleurs pour tendre la main. Nous travaillons pour un partenariat d'égale dignité entre les peuples. C'est le même discours qu'on tient à Dakar, ici à Saint-Pétersbourg ou à Washington. Je pense que le combat de l'Afrique, c'est d'abord un combat pour la

dignité. Et ce combat transcende les générations. Chaque génération a son combat à mener. Le nôtre, c'est de combattre d'abord le terrorisme qui est en train de gangréner notre continent. Mais aussi, c'est de travailler pour le développement de notre continent », a indiqué Macky Sall dans son discours tenu à l'ouverture du 2^{ème} sommet Russie-Afrique à Saint-Pétersbourg.

Mamadou Saïdou



DR MORISSANDA KOUYATÉ, MINISTRE GUINÉEN DES AE

«**Mon pays et son président ne peuvent figurer sur aucune liste de ceux à influencer pour ou contre la Russie**»

Le chef de la diplomatie guinéenne a porté la voix du président de la transition au deuxième Sommet économique et humanitaire à Saint-Pétersbourg, en Russie. Une séance qui a réuni une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement africains mobilisés autour du Sommet Russie-Afrique.



A sa prise de parole, Dr Morissanda Kouyaté, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, a rappelé l'historique des relations d'amitié et de coopération existant si heureusement entre son pays et la Fédération de Russie, dont il a salué l'excellence.

En outre, il a invité le patron du Kremlin à faire parler son cœur pour aider à protéger

l'Afrique et ses peuples d'une éventuelle famine qui pourrait découler de la crise russo-ukrainienne.

« Excellence Monsieur le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine,

Excellences Mesdames et Messieurs les Présidents, Chefs d'États et de Gouvernements,

Excellence Monsieur le Président de l'Union Africaine, Président de l'Union des

Comores,

Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,

Mesdames et Messieurs,

C'est au nom de Son Excellence Colonel Mamadi Doumbouya, Président de la République de Guinée, Chef de l'État, que je prends la parole pour vous livrer son message, même s'il aurait souhaité être présent ici personnellement, n'eût été son agenda national très chargé.

La République de Guinée et la Fédération de Russie entretiennent des relations de coopération et d'amitié depuis l'accession de notre pays à la souveraineté et à l'indépendance nationales en 1958.

Cette amitié est née de l'admiration et de la confiance que l'Union des Républiques socialistes soviétiques d'alors avait pour la jeune république de Guinée, qui avait posé les bases concrètes du panafricanisme et montré la voie de la liberté à plusieurs autres peuples africains.

La République de Guinée n'est donc pas un nouvel ami de la Fédération de Russie ; depuis plus de 60 ans, nous coopérons d'égal à égal, dans tous les domaines : social, culturel, économique, scientifique, politique et diplomatique.

Mon pays et son Président ne peuvent donc figurer sur aucune liste de ceux à influencer pour ou contre la Fédération de Russie, car c'est le chemin de l'amitié tracé par nos pères fondateurs qui est suivi sans détour par le Président de la République de Guinée, le Colonel Mamadi Doumbouya, et son gouvernement.

C'est également au titre de cette amitié historique que la République de Guinée lance un appel pour la paix dans cette respectable région du monde et particulièrement pour la résolution pacifique par le dialogue du conflit opposant la Fédération de Russie et la République d'Ukraine.

Excellences Mesdames et Messieurs les Présidents et

Chefs de Gouvernement, des millions de femmes, d'hommes et d'enfants africains, qui seront directement affectés à tort par la rupture de l'accord sur les céréales, sont à l'écoute de cet important sommet.

Au nom de l'amitié Russie-Afrique, nous demandons à notre illustre hôte, Son Excellence Président Vladimir Poutine, de faire parler son cœur pour nous aider à protéger l'Afrique et ses peuples d'une éventuelle famine incompréhensible et paradoxale qui ne serait pas liée à une pénurie de céréales.

Vive l'amitié et la coopération Russie-Afrique.

Vive la coopération internationale.

Je vous remercie. », a déclaré Dr Morissanda Kouyaté, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger.

Mamadou Saïdou

PAYSAGE POLITIQUE

19 partis créent une nouvelle coalition dénommée "ANC"

L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a procédé au lancement officiel de ses activités, le jeudi 27 juillet 2023 à Conakry. Cette nouvelle coalition électorale composée de 19 partis politiques est présidée par Hamidou Barry président du parti PCDIC.

Les partis politiques continuent de former des coalitions pour se préparer aux futures échéances électorales. Après l'Alliance Pour la République APR, dont Pépé Francis Haba est le coordinateur, une coalition électorale, l'Alliance Nationale pour le

Changement qui est une alliance politique, vient allonger la liste.

A la faveur d'une conférence de presse, le vice-président de l'ANC a décliné les objectifs de leur initiative.

« Nous ne pouvons pas nous asseoir et voir cette transition passer sans prendre notre responsabilité, parce que, c'est un devoir citoyen. Une transition, ça vient suite à un coup d'État. Pour tout citoyen, il est de notre devoir de façon positive, d'entretenir, faire des propositions, participer au débat national et apporter des propositions », a

déclaré Sory Camara, président du parti PDND.

La plupart des formations politiques qui composent cette nouvelle coalition, étaient jusque-là, membres de l'ANAD. Hamidou Barry investi à la tête de l'Alliance Nationale pour le Changement veut participer au processus de transition en cours pour briguer la magistrature suprême du pays.

« La conquête du pouvoir, apporter notre contribution à la sauvegarde de la paix, des principes de la démocratie pour le développement socio-économique de la Guinée

dans l'unité nationale, participer au débat politique en vue de contribuer à apaiser le climat sociopolitique et lutter contre le régionalisme, l'ethnocentrisme, le népotisme, le clientélisme ; participer au dialogue inter-guinéen pour apporter notre contribution au retour à l'ordre constitutionnel de manière apaisée qui constitue pour nous, un devoir citoyen et patriotique. Après avoir longuement

réfléchi et débattu pour la nécessité de mieux s'organiser pour éviter d'évoluer en vase clos dans l'exercice de nos activités politiques surtout, et notre participation aux scrutins électoraux. Nous leaders de partis politiques légalement constitués nous avons décidé de nous organiser en alliance pour la conquête du pouvoir », a-t-il laissé entendre.

Samuel Demba. D



2^{ÈME} SOMMET RUSSIE-AFRIQUE**Les vérités crues d'Ibrahim Traoré du Burkina Faso**

Lors du 2^{ème} sommet Russie-Afrique qui s'est tenu les 27 et 28 juillet, le président de la transition du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a tenu un discours qui marqué bien des esprits. Lisez...



« Camarade Président Vladimir POUTINE ;

Camarades Présidents et chefs d'Etat africains ;

Camarades Chefs de délégation ;

Bonjour,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole ici et de vous passer le salut fraternel du peuple du Pays des Hommes intègres. C'est aussi le lieu pour moi, avant tout propos de rendre à grâce à Dieu, Dieu tout puissant qui nous a permis de nous réunir ici ce matin en bonne santé pour parler de l'avenir et du bien-être de nos peuples.

Je voudrais m'excuser auprès des aînés que je pourrai vexer dans mes propos à venir. Africanité, oblige, le droit de naissance, je me dois de m'excuser.

Camarades,

J'ai quelques questions de ma génération. Mille et une questions qu'on se pose. Mais nous n'avons pas de réponse. Il se trouve qu'ici nous pouvons laver notre linge sale parce qu'on se sent en famille. On se sent en famille en ce sens que la Russie est aussi une famille pour l'Afrique. C'est une famille parce que nous avons la même histoire.

La Russie a consenti d'énormes sacrifices pour libérer le monde du nazisme pendant la seconde guerre mondiale. Les peuples africains, nos grands-pères ont été déportés de force aussi pour aider l'Europe à se débarrasser du nazisme. Nous partageons la même histoire en ce sens que nous sommes les peuples oubliés du monde. Que ce soit dans les livres

d'histoire, dans les documentaires ou films, on tend à balayer le rôle prépondérant qu'ont joué la Russie et l'Afrique dans cette lutte contre le nazisme. Nous sommes ensemble parce qu'actuellement nous sommes là pour parler de l'avenir de nos peuples, de ce qui va advenir demain, de ce monde libre auquel nous aspirons, de ce monde sans ingérence dans nos affaires internes.

Nous avons les mêmes perspectives, et je souhaite que ce sommet soit l'occasion de pouvoir tisser de très bonnes relations en vue d'un meilleur avenir pour nos peuples.

Les questions que ma génération se pose sont les suivantes, si je peux me résumer, c'est de ne pas comprendre comment l'Afrique avec autant de richesses sur son sol, avec une nature généreuse, de l'eau, du soleil en abondance, l'Afrique est aujourd'hui le continent le plus pauvre ? L'Afrique est un continent affamé ? Et comment se fait-il que nos chefs d'Etat traversent le monde pour mendier ? Voici des questions que nous nous posons et que nous n'avons pas de réponse jusque-là. Nous avons l'occasion de tisser de nouvelles relations et j'espère que ces relations puissent être les meilleures pour donner un meilleur avenir à nos peuples.

Ma génération me charge aussi de dire que c'est par le fait de la pauvreté qu'elle est obligée de traverser l'océan pour essayer de rallier l'Europe. Elle meurt dans l'océan. Mais que prochainement, elle n'ira pas

vers l'océan parce qu'elle viendra devant nos palais pour chercher leur pitance quotidienne.

Pour ce qui concerne le Burkina Faso, aujourd'hui nous sommes confrontés depuis plus de huit ans à la forme de manifestation la plus barbare, la plus violente du néocolonialisme, de l'impérialisme ; l'esclavage qu'on tend à nous imposer. Nos devanciers nous ont appris une chose ; «l'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort». Nous ne nous apitoyons pas sur notre sort, on ne demande pas que quelqu'un s'apitoie sur notre sort.

Le peuple burkinabé a décidé de lutter: de lutter contre l'hydre terroriste pour relancer son développement. Dans cette lutte, de vaillantes populations se sont engagées à prendre des armes face au terrorisme. Ceux que nous avons affectueusement appelé les VDP, les Volontaires pour la défense de la patrie.

Nous sommes surpris de voir des impérialistes traiter ces VDP de milices de tout type.

C'est décevant parce qu'en Europe lorsque des peuples prennent des armes pour défendre leur patrie, on les appelle des patriotes. Nos grands-pères ont été déportés pour sauver l'Europe. Ce n'était pas avec leur consentement, c'était contre leur gré. Mais au retour, on se rappelle bien qu'à Thiaroye lorsqu'ils ont voulu revendiquer leurs droits élémentaires, ils ont été massacrés. Cela ne fait rien. Lorsque nous, peuples, décidons de nous défendre, on nous traite de milices. Mais là, n'est pas le problème. Le problème, c'est de voir des chefs d'Etat africains qui n'apportent rien à ces peuples qui se battent mais qui chantent les mêmes choses que les impérialistes en nous traitant de milices, en nous traitant d'hommes qui ne respectent pas les droits de l'Homme. De quels droits de l'Homme parle-t-on ? Nous nous offusquons contre cela et c'est honteux. Il faut que nous les chefs d'Etat africains arrêtions de nous comporter en marionnettes qui dansent à chaque fois que les impérialistes tirent sur les ficelles.

Hier le Président Vladimir POUTINE a annoncé l'envoi de céréales en Afrique. Nous sommes bien contents et nous lui disons merci pour cela. Mais aussi un message passé à nous chefs d'Etat africains parce qu'au prochain sommet, nous ne devons pas venir ici sans avoir assuré pour ceux qui ne connaissent pas la guerre l'autosuffisance alimentaire à nos peuples. Nous devons prendre l'expérience de ceux qui ont pu atteindre cet objectif en Afrique, tisser de bonnes relations ici, tisser de meilleures relations avec la Fédération de Russie pour pouvoir répondre aux besoins de nos populations.

Je ne serai pas très long, le temps imparti étant court, mais je voudrais terminer en disant que nous devons rendre hommage à nos peuples, à nos peuples qui se battent.

Gloire à nos peuples

Dignité à nos peuples

Victoire à nos peuples

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Merci camarades. », a déclaré le capitaine Ibrahim Traoré.

Mamadou Saïdou

« LES CHEFS D'ÉTAT NE SONT PAS VENUS ICI POUR MENDIER »

La réponse de Macky Sall au Capitaine Ibrahim Traoré

Le président de la République du Sénégal, Macky Sall a, lors de sa prise de parole, ce vendredi, au deuxième jour du Sommet Afrique-Russie, répondu au président de la Transition du Burkina Faso qui a déploré le fait que les chefs d'État africains aillent en Europe pour mendier.

« Pour répondre à notre jeune frère, notre cadet, Capitaine Traoré, président du Faso, les chefs d'État ne sont pas venus ici pour mendier tout comme nous n'allons pas ailleurs pour tendre la main. Nous travaillons pour un partenariat d'égalité-dignité entre les peuples. C'est le même discours qu'on tient à Dakar, ici à Saint-Petersbourg, ou à Washington », a déclaré le président Macky Sall à la table ronde des chefs d'État.

Macky Sall rappelle par ailleurs à l'intention du président du Burkina Faso que l'Afrique mène un combat pour la dignité. Et en croire Macky

Sall, c'est un combat qui transcende les générations.

« Le combat de l'Afrique est d'abord un combat pour la dignité et ce combat, il transcende les générations. Je suis très heureux, moi, d'être à côtés du président Museveni ou d'être à côté du président Denis Sassou-Ngesso qui ont été, pour l'un, des combattants de la liberté, et pour d'autres, des modèles de résiliences. Et chaque génération a son combat à mener », a indiqué Macky Sall.

Le chef de l'État sénégalais s'empresse de préciser que le combat de la génération actuelle, « c'est d'abord de

combattre le terrorisme qui est en train de gangrener notre continent, mais aussi, c'est de travailler pour le développement de notre continent. »

#RussiaAfricaSummit : le président sénégalais @Macky_Sall recadre publiquement le chef de la junte Burkinabé, Ibrahim Traoré qui affirmait que les «chefs d'état mendient». Les propos du capitaine putschiste burkinabé ont choqué plusieurs chefs d'état #Kebetu... pic.twitter.com/4qUkxvjbIV

— LSI AFRICA (@Isiafrica) July 28, 2023

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Les tensions entre dirigeants africains ont éclaté au grand jour

Au dernier jour du sommet Afrique-Russie à Saint-Pétersbourg, le président russe Vladimir Poutine et le président en exercice de l'Union africaine Azali Assoumani se sont exprimés à la tribune pour l'allocution de clôture. Et ils ont affiché leur satisfaction, même si l'unité n'a pas toujours été au rendez-vous de ces deux jours de sommet, que ce soit entre dirigeants africains ou entre Russes et Africains.

Une déclaration commune a été adoptée à l'issue de cette rencontre, prévoyant une coopération accrue dans les domaines de l'approvisionnement alimentaire, l'énergie et l'aide au développement. Elle appelle à « créer un ordre mondial multipolaire plus juste, équilibré et durable, s'opposant fermement à toute forme de confrontation internationale sur le continent africain », selon le texte publié sur le site du Kremlin.

Le texte prévoit aussi que Moscou aidera les pays africains à « obtenir réparation pour les dégâts économiques et humanitaires causés par les politiques coloniales occidentales, y compris « la restitution des biens culturels » pillés.

Le président russe a annoncé que le sommet Russie-Afrique se tiendra désormais tous les trois ans et un « mécanisme de partenariat et de dialogue » sera créé pour les « questions de sécurité », y compris pour la lutte contre le terrorisme, la sécurité alimentaire et le changement climatique.

« Il est également question de passer systématiquement aux monnaies nationales, y compris le rouble, dans les règlements financiers des transactions commerciales » entre la Russie et l'Afrique, a



ajouté Vladimir Poutine.

Un trou sur la photo...

Le sommet s'est terminé sur une note plus chaleureuse qu'il n'avait commencé. Le président comorien, également président de l'UA, a félicité avec enthousiasme le président russe pour « la très bonne réussite » de ce sommet « pour Vladimir Poutine, et pour nous les Africains », a-t-il insisté.

Espoir d'un essor concret de la coopération russe, d'une meilleure représentation dans les instances multilatérales...

Mais prudence sur les céréales : Azali Assoumani a répété que les dons russes ne suffisaient pas, qu'il fallait un cessez-le-feu avec l'Ukraine et

que les États africains qui souffrent de cette guerre étaient prêts à se poser en « médiateurs ».

La veille, le président congolais Denis Sassou-Nguesso avait également souligné que « lorsque deux éléphants se battaient, c'était l'herbe qui était écrasée »...

Ces deux dirigeants n'étaient pas sur la photo de famille avec Vladimir Poutine, pas plus que les présidents bissau-guinéen et sénégalais, Umaro Sissoco Embaló et Macky Sall.

... et des brouilles publiques

Les tensions entre dirigeants africains ont éclaté au grand jour, ce vendredi 28 juillet, lorsque le capitaine Ibrahim

Traoré, du Burkina Faso, a décidé de « laver son linge sale en famille » lors d'une table ronde réunissant tous les partenaires présents à ce sommet. C'était la première fois que le capitaine Ibrahim Traoré se retrouvait devant une telle assemblée, lui qui dirige un pays suspendu de la Cédéao et de l'Union africaine depuis janvier 2022.

Le président de la transition au Burkina Faso s'est adressé frontalement à la vingtaine de chefs d'État et de gouvernement réunis autour de Vladimir Poutine : « Je m'en vais m'excuser auprès des anciens que je pourrais vexer dans mes propos à venir. Les questions que nos

générations se posent sont les suivantes : il s'agit de comprendre comment, avec tant de richesses sur notre sol, l'Afrique est aujourd'hui le continent le plus pauvre. Et comment se fait-il que nos chefs d'État traversent le monde à mendier ? Il faut que nous, chefs d'État africains, arrêtons de nous comporter en marionnettes qui dansent à chaque fois que les impérialistes tirent sur les ficelles. »

Des propos que le président sénégalais n'a pas laissé passer. Macky Sall a répondu au capitaine Traoré, dès le début de son intervention : « Pour répondre à notre jeune frère, notre cadet : les chefs d'État ne sont pas venus ici pour mendier. Nous n'allons pas ailleurs pour tendre la main. Nous travaillons pour un partenariat d'égale dignité entre les peuples. C'est le même discours qu'on tient à Dakar, ici à Saint-Pétersbourg, ou à Washington. Et ce combat transcende les générations. »

Le capitaine Traoré apparaît en treillis à la droite de Vladimir Poutine sur la photo officielle. Une photo que les présidents du Sénégal, du Congo et de la Guinée-Bissau ont donc préféré boycotter.

RFI

Poutine promet des céréales gratuites à six pays dont le Burkina Faso au sommet Russie-Afrique

Vladimir Poutine a ouvert jeudi le deuxième sommet Russie-Afrique, organisé à Saint-Pétersbourg, en promettant de livrer gratuitement des céréales à six pays africains sur fond d'inquiétudes après la fin d'un accord qui permettait l'exportation de millions de tonnes de produits agricoles ukrainiens.

Isolé sur la scène internationale depuis le lancement de son offensive militaire en Ukraine en 2022, le Kremlin peut toujours compter sur le soutien, ou la neutralité, de nombreux pays africains et ce sommet est vu comme un test diplomatique et politique pour Moscou.

En appel du pied, le président russe a assuré, dans son discours d'ouverture, que

Moscou pourra « dans les mois qui viennent » livrer gratuitement jusqu'à 50.000 tonnes de céréales à six pays, citant le Zimbabwe, la Somalie et l'Erythrée mais aussi trois pays s'étant rapprochés de Moscou ces dernières années: le Mali, la Centrafrique et le Burkina Faso.

« Notre pays peut remplacer les céréales ukrainiennes sur le plan commercial et cela à titre gracieux », a-t-il déclaré, en affirmant que la Russie était un producteur « solide et responsable ».

Le semaine dernière, Moscou a refusé de prolonger l'accord céréalier signé en juillet 2022 sous l'égide des Nations unies et de la Turquie, qui permettait à l'Ukraine d'exporter ses

produits agricoles via la mer Noire malgré les combats.

En un an, l'accord avait permis de sortir près de 33 millions de tonnes de céréales des ports ukrainiens, contribuant à stabiliser les prix alimentaires et à écarter les risques de pénurie.

Dans son discours, Vladimir Poutine a justifié sa décision en affirmant que les pays occidentaux faisaient « obstacle » aux livraisons d'engrais et de céréales russes. « Aucune des conditions de l'accord concernant les livraisons russes de céréales et d'engrais n'a été remplie », a-t-il dénoncé.

Source: AFP

